



# Assemblée générale

Distr. générale  
24 mars 2011

Soixante-cinquième session  
Point 24, b, de l'ordre du jour

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 2010

[sur la base du rapport de la Deuxième Commission (A/65/440/Add.2)]

### 65/175. Coopération pour le développement industriel

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/108 du 19 décembre 1994, 51/170 du 16 décembre 1996, 53/177 du 15 décembre 1998, 55/187 du 20 décembre 2000, 57/243 du 20 décembre 2002, 59/249 du 22 décembre 2004, 61/215 du 20 décembre 2006 et 63/231 du 19 décembre 2008 sur la coopération pour le développement industriel,

Rappelant également la Déclaration du Millénaire<sup>1</sup>, le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement<sup>2</sup> et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (« Plan de mise en œuvre de Johannesburg »)<sup>3</sup>,

Rappelant en outre le Document final du Sommet mondial de 2005<sup>4</sup> et sa résolution 60/265 du 30 juin 2006 sur la suite donnée aux dispositions du Document final du Sommet mondial de 2005 consacrées au développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement et les autres objectifs arrêtés au niveau international,

Rappelant la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le document final adopté à l'issue de cette réunion<sup>5</sup>,

Estimant que l'industrialisation est un facteur essentiel de croissance économique soutenue, de développement durable et d'élimination de la pauvreté dans les pays en développement et les pays en transition, y compris les pays les

<sup>1</sup> Voir résolution 55/2.

<sup>2</sup> Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

<sup>3</sup> Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 2, annexe.

<sup>4</sup> Voir résolution 60/1.

<sup>5</sup> Voir résolution 65/1.



moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays africains, notamment parce qu'elle crée des emplois productifs et des revenus et facilite l'intégration sociale, y compris celle des femmes dans le développement,

*Soulignant* l'importance de la coopération internationale pour la promotion de modèles de développement industriel équitables et viables,

*Consciente* du rôle que jouent les milieux d'affaires, notamment le secteur privé, dans la dynamique du développement du secteur industriel, soulignant l'importance de l'apport des investissements étrangers directs dans cette dynamique et consciente aussi, à cet égard, qu'il est essentiel de créer un climat propice à l'échelon national afin de mobiliser les ressources intérieures, d'accroître la productivité, de réduire la fuite des capitaux, de stimuler le secteur privé et d'assurer un usage judicieux de l'aide et des investissements internationaux, et que les efforts visant à créer un tel climat doivent recevoir le soutien de la communauté internationale,

*Consciente également* du rôle important et positif que jouent les groupements et organisations de petites et moyennes entreprises dans le domaine de l'économie sociale et de la solidarité, notamment les coopératives, en tant qu'outils de promotion de la petite industrie et pour la réalisation des objectifs de développement dans des domaines tels que la politique de l'emploi, l'intégration sociale, le développement régional et rural, l'agriculture et la protection de l'environnement,

*Consciente en outre* de l'importance des transferts de technologie, dans des conditions mutuellement acceptables, aux pays en développement et aux pays en transition, instrument de coopération internationale efficace dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement durable,

*Notant* le rôle important joué par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, notamment dans le développement des secteurs public et privé, la croissance de la productivité, le renforcement des capacités commerciales, la responsabilité sociale des entreprises, la protection de l'environnement, l'accès à l'énergie, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la promotion des sources d'énergie renouvelables et les initiatives d'interconnexion énergétique entre les pays en développement,

*Prenant note du fait* que le programme de changement et de renouveau mis en œuvre à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel vise à donner à celle-ci les moyens de mieux cibler son action, d'être plus efficace et d'obtenir des résultats plus concrets,

*Consciente* de l'importance de la coopération internationale pour promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises et leur intégration dans les chaînes de production aux niveaux régional et national,

1. *Prend note* du rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel<sup>6</sup>;

2. *Réaffirme* qu'il importe de créer de la richesse pour réduire la pauvreté et d'appuyer les mesures en faveur des groupes sociaux les plus vulnérables, en particulier les femmes, grâce au développement et au renforcement des capacités de production des pays en développement et des pays en transition, notamment grâce au développement du secteur privé et de l'esprit d'entreprise, à la création de petites

---

<sup>6</sup> Voir A/65/220.

et moyennes entreprises et à la promotion de l'agro-industrie, à la modernisation des entreprises, à la formation, à l'éducation et au renforcement des compétences, et à la création d'un climat propice aux transferts de technologie dans des conditions mutuellement acceptables, aux courants d'investissements et à l'intégration dans les filières d'approvisionnement mondiales ;

3. *Réaffirme également* que le développement industriel apporte une contribution essentielle à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, et que le développement industriel est l'un des principaux moteurs d'une croissance économique durable, non sélective et équitable, du développement durable, de la lutte contre la pauvreté, de la création de revenus, de l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux soins de santé et de la création d'emplois productifs dans les pays en développement ;

4. *Souligne* la nécessité de promouvoir, dans le cadre du développement industriel, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à tous les niveaux et leur participation à la prise des décisions ;

5. *Insiste* sur l'importance de l'accès aux formes modernes d'énergie et aux sources d'énergie renouvelables, des technologies énergétiques de pointe, notamment les technologies moins polluantes d'exploitation des combustibles fossiles, et de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie pour favoriser le développement industriel et réaliser les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire ;

6. *Souligne* que, pour créer un climat propice à un développement industriel durable, la communauté internationale et le secteur privé devraient accélérer les mesures visant à faciliter la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies écologiquement rationnelles dans les pays en développement à des conditions mutuellement acceptables, selon qu'il conviendra ;

7. *Souligne également* que chaque pays est responsable au premier chef de son propre développement industriel et que les efforts entrepris à l'échelon national devraient être soutenus par les partenaires de développement, selon qu'il conviendra, et s'accompagner de la mise en place d'un système commercial multilatéral réglementé facilitant le commerce et offrant aux pays en développement des possibilités de diversifier la gamme de leurs produits d'exportation, en renforçant leurs capacités et en facilitant la restructuration et la diversification de leurs économies, ce qui peut contribuer à promouvoir leur croissance économique et leur développement ;

8. *Demande* que l'on continue à mettre l'aide publique au développement au service du développement industriel durable, et que l'on s'emploie à améliorer son efficacité et celle de la coopération pour le développement industriel entre les pays en développement et avec les pays en transition ;

9. *Souligne* qu'il importe de mobiliser des ressources en vue d'assurer un développement industriel durable au niveau national ;

10. *Demande* que toutes les autres ressources disponibles, privées ou publiques, étrangères ou nationales, continuent d'être mises au service du développement industriel des pays en développement et des pays en transition ;

11. *Souligne* qu'il importe de promouvoir la création de petites et moyennes entreprises et leur expansion dans le cadre d'une stratégie de développement industriel, de dynamisme économique et d'élimination de la pauvreté, grâce notamment, à la mobilisation de ressources et à des mesures favorisant l'inclusion

sociale et donnant aux coopératives les moyens d'être concurrentielles sur leur marché, sur un pied d'égalité avec les autres formes d'entreprise, afin de renforcer leur contribution positive et leur rôle de vecteur du développement des petites et moyennes entreprises ;

12. *Est consciente* du rôle primordial que joue l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel dans la promotion d'un développement industriel durable et dans la coopération pour le développement industriel, et se félicite de l'intérêt manifeste qu'elle porte, dans le cadre de ses programmes, aux trois thèmes prioritaires que sont la réduction de la pauvreté grâce à des activités de production, le renforcement des capacités commerciales et l'environnement et l'énergie ;

13. *Demande* à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de contribuer activement à l'application de sa résolution 62/208 en date du 19 décembre 2007 sur l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et de sa résolution 64/289 du 2 juillet 2010 sur la cohérence du système des Nations Unies ;

14. *Se félicite* du renforcement de la coopération de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel avec la CNUCED, le Centre du commerce international CNUCED-OMC, l'Organisation mondiale du commerce, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et les commissions régionales, et invite l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à continuer de renforcer et de resserrer ses liens de partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies dont les attributions et les activités sont complémentaires des siennes, ainsi qu'avec d'autres entités, dont le secteur privé, en vue d'accroître l'efficacité et l'impact sur le développement et de favoriser la cohérence de l'action du système des Nations Unies ;

15. *Note* l'importance qu'accorde l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, en mettant notamment à profit ses centres de coopération industrielle Sud-Sud, en favorisant diverses formes de partenariat entre les secteurs public et privé et en échangeant des données d'expérience sur le développement du secteur privé aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national ;

16. *Se félicite* du soutien que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel continue d'apporter au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique<sup>7</sup> et à l'Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique, ainsi qu'à d'autres programmes de l'Union africaine qui visent à dynamiser l'industrialisation du continent, notamment en convoquant le groupe chargé des questions liées à l'industrie, au commerce et à l'accès aux marchés dans le cadre des consultations régionales tenues sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique ;

17. *Est consciente* de l'importance que revêt le développement industriel dans les pays sortant d'un conflit, en particulier parce qu'il crée des activités génératrices d'emplois et permet d'assurer l'approvisionnement énergétique, et

---

<sup>7</sup> A/57/304, annexe.

encourage l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à appuyer ces efforts dans le cadre de son mandat, y compris, s'il y a lieu, en fournissant une assistance pour la mise en œuvre des stratégies intégrées de consolidation de la paix de la Commission de consolidation de la paix ;

18. *Encourage* l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à continuer d'aider les pays en développement et les pays en transition à participer à des activités de production, notamment dans le secteur agro-industriel, et à se renforcer pour mieux participer au commerce international, en créant des petites et moyennes entreprises, et à les aider à atteindre les normes internationales de production et de transformation ;

19. *Encourage également* l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à continuer de favoriser une production viable et écologiquement rationnelle, grâce notamment à ses programmes de production moins polluante, de gestion des eaux industrielles, d'amélioration des rendements énergétiques dans l'industrie et d'utilisation de formes d'énergie rentables, modernes et d'un coût abordable à des fins de production, en particulier dans les zones rurales, et à des actions de coopération avec les organismes des Nations Unies et d'autres organisations, visant à favoriser la réalisation des objectifs mondiaux relatifs à l'accès à des formes d'énergie modernes et à l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

20. *Encourage en outre* l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à renforcer sa contribution au développement durable et à l'élimination de la pauvreté, en aidant les pays en développement et les pays en transition, notamment en tirant parti de son réseau de centres, à mettre en place des capacités humaines et institutionnelles durables et à renforcer leur compétitivité internationale ;

21. *Encourage* l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à jouer un plus grand rôle dans le développement durable et l'élimination de la pauvreté et à promouvoir le développement d'industries compétitives dans les pays les moins avancés, et, à cet égard, encourage l'Organisation à aider ces pays à mettre en place des capacités humaines et institutionnelles, à renforcer leur compétitivité internationale, à promouvoir l'investissement et le transfert de technologie dans des conditions mutuellement acceptables et à développer les agro-industries, les sources d'énergie renouvelables, l'utilisation rationnelle de l'énergie et les secteurs pharmaceutiques ;

22. *Encourage également* l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à continuer de renforcer son efficacité dans chacune des quatre fonctions qui lui ont été confiées, à savoir la coopération technique, la recherche et l'analyse, l'assistance normative et ses activités de tribune mondiale, afin d'améliorer la qualité des services qu'elle offre aux pays en développement et aux pays en transition ;

23. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-septième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

69<sup>e</sup> séance plénière  
20 décembre 2010